

(N° 159)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 12⁷ MARS 1920.

Projet de loi ayant pour but d'assurer aux officiers et agents judiciaires, au point de vue de leurs pensions personnelles et de celles de leurs veuves et orphelins, le bénéfice des services rendus par les intéressés dans la police d'une commune ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION ⁽²⁾, PAR M. PEPIN.

MESSIEURS,

La Commission a examiné le projet de loi qui lui a été renvoyé amendé par le Sénat.

Lors de l'examen dudit projet par la Section centrale, avant de présenter son rapport à la Chambre, elle avait relevé qu'un membre de la 6^e Section avait présenté une objection au point de vue de la liquidation des pensions des agents et officiers de police judiciaire qui, avant d'entrer au service de l'État, faisaient partie de la police communale. Cet honorable membre, que la Section centrale n'avait pas pu entendre avant de faire son rapport, a présenté dans la suite ses observations. Il ne pouvait se rallier à la disposition inscrite à l'article 3 du projet et aux termes de laquelle devront être transférés à la Caisse de l'État les versements faits par les intéressés aux caisses des pensions communales.

Les règlements de toutes ces caisses, sans exception, stipulent que toute retenue dûment opérée au profit de la caisse est définitivement acquise à celle-ci.

(1) Projet de loi, n° 137.

(2) La Commission, présidée par M. CARTON DE WIART, était composée de MM. DONNAY, GALOPIN, MAENHAUT, MAX, PEPIN et PONCELET.

D'autre part, cet honorable membre faisait remarquer que l'État, lorsque l'un de ses agents attaché à un service pour lequel existe une caisse des veuves et orphelins passe à un autre service pour lequel existe une autre caisse de même nature, ne retire pas les fonds de la première pour les verser dans la seconde.

Dans ce cas, sans qu'aucun transfert ne soit opéré et par l'effet d'une simple fiction, l'intéressé est censé avoir fait, depuis le début de sa carrière au service de l'État, des versements réguliers à la caisse à laquelle il va désormais participer, comme s'il avait été affilié à celle-ci dès l'origine de ses fonctions.

*
* *

A cette observation votre Section centrale répondait que le projet avait pour but d'assurer aux commissaires et aux agents de police communale, qui deviendraient officiers et agents judiciaires au service de l'État, la jouissance à charge du Trésor public d'une pension leur tenant lieu de celle à laquelle leurs services dans la police communale leur donnaient droit à charge de la commune.

Comme il n'est pas possible d'obliger une commune à intervenir dans le paiement des pensions à des fonctionnaires de l'État que le Gouvernement a choisis parmi ses agents, ces pensions devront donc être mises à la charge exclusive du Trésor public. Mais seuls les services rendus dans la police pourront être comptés dans la liquidation des pensions des officiers et des agents judiciaires de l'État, à l'exclusion du temps passé dans d'autres services communaux.

Votre Section centrale concluait en conséquence à l'adoption du projet tel qu'il avait été présenté par le Gouvernement.

Elle faisait remarquer que la commune avait opéré des retenues à charge d'un agent, pour lui assurer une pension, ainsi qu'à sa femme et à ses orphelins. Or, cette pension étant mise à la charge du Trésor public, les retenues devenaient sans objet; il lui paraissait juste et équitable que ces sommes fussent attribuées à la Caisse des veuves et orphelins, qui, le cas échéant, assurera la pension.

La Chambre s'est ralliée à cette manière de voir et, après discussion, vota le projet.

*
* *

Ce projet fut transmis au Sénat. La Commission de la Justice de l'autre assemblée l'examina à son tour. L'article 3 du projet retint toute son attention, d'autant plus que le § 2 devait soulever de vives protestations de la part de certaines communes de l'agglomération bruxelloise, « gardiennes » vigilantes, dit le rapport de la Commission, des caisses de pensions qu'elles ont constituées aux profits de leurs agents et des veuves et orphelins de ceux-ci. »

L'article 3, alinéa 2, dispose :

« Dans les trois mois de la nomination d'un commissaire ou d'un agent
» de la police aux fonctions d'officier ou d'agent judiciaire, la commune
» devra transférer à la caisse des veuves et des orphelins le montant des
» sommes qu'elle a retenues sur le traitement payé à l'intéressé en qualité
» de commissaire ou d'agent de police en vue de sa pension personnelle
» ou de celle de sa femme ou de ses enfants. »

La Commission de la Justice du Sénat reprit les arguments du membre de la Section de la Chambre, qui, en fait, consistait à remplacer les alinéas 2 et 3 de l'article 3 du projet par le texte suivant :

« L'État versera à ladite caisse les sommes qu'auraient représentées ces retenues ».

Pour justifier cet amendement, la Commission, reprenant la thèse de l'honorable M. Max, faisait ressortir que l'alinéa 3 de l'article 3 contient les dispositions suivantes : « Si les sommes transférées sont inférieures à
» celles qui auraient été perçues par application des statuts de la caisse
» des veuves et des orphelins sur les traitements payés par la commune,
» l'État versera la différence à ladite caisse. »

Puisque le projet admettait l'intervention financière de l'État, la Commission sénatoriale demandait que la logique fût poussée jusqu'au bout et que l'État versât à la caisse dont il s'agit, non pas une fraction, mais l'intégralité de la somme qui, pour chaque intéressé, aurait dû être perçue depuis la date initiale de ses fonctions dans la police.

En passant, le rapporteur du Sénat se fait l'écho de certains desiderata et forme des vœux en faveur de l'unification de toutes les caisses de prévoyance en un vaste système d'assurance sociale qui prémunira chaque homme à quelque profession qu'il appartienne, contre les risques qui peuvent l'assaillir depuis le berceau jusqu'à la tombe.

A ces vœux, certains membres de la Section centrale, parmi lesquels votre rapporteur, souscrivent bien volontiers.

Comme conclusion, le rapport du Sénat demanda le vote du projet amendé par la Commission, c'est-à-dire en remplaçant les §§ 2 et 3 de l'article 3 par la disposition suivante :

« § 2. — L'État versera à ladite caisse les sommes qu'auraient représentées ces retenues. »

C'est cette disposition qui a été votée par le Sénat.

*
* * *

Le projet revient donc devant la Chambre. Votre Section centrale l'a examiné à nouveau. Elle a entendu le Gouvernement dans ses explications.

Elle a remarqué qu'à la fin du rapport de la Commission de la Justice du Sénat, une formule permet d'ouvrir la porte à une transaction.

Un membre de la Commission sénatoriale avait demandé en effet « que les » sommes versées par l'agent pour assurer éventuellement une pension à sa » veuve et à ses orphelins, fussent seules l'objet d'un transfert ».

C'est en vue de cette transaction que le Gouvernement propose d'inscrire à l'article 3 les dispositions suivantes :

« Dans les trois mois de la nomination d'un commissaire ou d'un agent » de police aux fonctions d'officier ou d'agent judiciaire, la commune devra » transférer à la caisse des veuves et orphelins le montant des sommes qu'elle » a retenues sur les traitements payés à l'intéressé, en qualité de commis- » saire ou d'agent de police, en vue de la pension de sa femme et de ses » enfants. Dans le cas où les sommes retenues par la commune pour les » pensions de survie de la femme et des enfants ne sont pas distinctes de » celles retenues pour la pension personnelle de l'intéressé, la moitié seule- » ment des sommes retenues sera versée à la caisse des veuves et des » orphelins.

« Si les sommes ainsi transférées sont inférieures à celles qui auraient été » prévues par l'application des statuts de la caisse des veuves et des » orphelins sur les traitements payés par la commune, l'État versera » la différence à ladite caisse. »

*
* *

La Section centrale a examiné cet amendement et après délibération, tenant compte de la discussion qui s'est produite au Sénat, par un sentiment de déférence et le désir d'un bon accord, elle a exprimé le vœu d'aboutir à une transaction.

Par 4 voix contre 2 abstentions, votre Section centrale s'est prononcée en faveur de l'amendement du Gouvernement.

En conséquence, elle propose à la Chambre de voter le projet tel qu'il lui est renvoyé moyennant l'amendement transactionnel du Gouvernement.

Le Rapporteur,

L. PÉPIN.

Le Président,

H. CARTON DE WIART.

**Amendement de la Commission
au § 2 de l'article 3.**

Dans les trois mois de la nomination d'un commissaire ou d'un agent de police aux fonctions d'officier ou d'agent judiciaire, la commune devra transférer à la caisse des veuves et orphelins le montant des sommes qu'elle a retenues sur les traitements payés à l'intéressé, en qualité de commissaire ou d'agent de police, en vue de la pension de sa femme et de ses enfants.

Dans le cas où les sommes retenues par la commune pour la pension de survie de la femme et des enfants ne sont pas distinctes de celles retenues pour la pension personnelle de l'intéressée, la moitié seulement des sommes retenues sera versée à la caisse des veuves des orphelins.

Si les sommes ainsi transférées sont inférieures à celles qui auraient été perçues par application des statuts de la caisse des veuves et orphelins sur les traitements payés par la commune, l'État versera la différence à ladite caisse.

**Amendement van de Commissie op § 2
van artikel 3.**

Binnen drie maanden na de benoeming van een politiecommissaris of politieagent tot rechterlijk officier of agent, moet de gemeente aan het weduwen- en weezenfonds het bedrag overmaken der gelden die zij, met het oog op het pensioen zijner vrouw en kinderen, afgehouden heeft van de wedden welke aan den belanghebbende in zijne hoedanigheid van politiecommissaris of politieagent werden betaald.

Ingeval de sommen, door de gemeente afgehouden voor het overlevingspensioen der vrouw en der kinderen, niet onderscheiden zijn van die, welke voor het persoonlijk pensioen van den belanghebbende werden afgehouden, wordt slechts de helft van de afgehouden sommen gestort in het weduwen- en weezenfonds.

Is het bedrag der aldus overgemaakte gelden geringer dan het bedrag der sommen welke, bij toepassing der statuten van het weduwen- en weezenfonds, van de door de gemeente betaalde wedden zouden geheven geweest zijn, dan wordt het verschil door den Staat in gezegd fonds gestort.

(11)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 12 MAART 1920.

Wetsontwerp waarbij, ten behoeve van de rechterlijke officieren en agenten, schikkingen worden genomen om hen, met het oog op hun eigen pensioen en dat van hunne weduwen en wezen, het voordeel te doen genieten van de diensten door de betrokkenen bij de politie eener gemeente bewezen ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER **PEPIN**.

MIJNE HEEREN,

De Commissie heeft het wetsontwerp, na wijziging door den Senaat teruggezonden, onderzocht.

Bij het onderzoek van dit ontwerp door de Middenafdeeling, had deze, alvorens haar verslag aan de Kamer voor te leggen, vastgesteld dat een lid van de 6^e afdeeling eene bedenking had in 't midden gebracht inzake de uitbetaling der pensioenen van de agenten en officieren der rechterlijke politie, die, voordat zij in Staatsdienst traden, deel uitmaakten van de gemeentepolitie.

Dit lid, dat door de Middenafdeeling niet kon gehoord worden voordat zij haar verslag indiende, deed daarna zijne aanmerkingen kennen, en verklaarde zich niet te kunnen aansluiten bij het bepaalde in artikel 3 van het ontwerp, krachtens hetwelk de storting, door de belanghebbende gedaan in de pensioenfondsen van de gemeente, moeten overgebracht worden in het fonds van den Staat.

Zonder eene uitzondering bepalen al de reglementen van gezegde fondsen dat elke geregeld gedane afhouding ten behoeve van het fonds voorgoed aan dit fonds blijft.

⁽¹⁾ Wetsontwerp, n° 137.

⁽²⁾ De Commissie bestond uit de heeren CARTON DE WIART, voorzitter, DONNAY, GALOPIN, MAENHAUT, MAX, PEPIN en PONCELET.

Anderzijds deed het achtbaar lid opmerken dat de Staat, wanneer een zijner beambten, verbonden aan een dienst voor welken een weduwen- en weezenfonds bestaat, overgaat naar een anderen dienst voor denwelken een zelfde fonds bestaat, de gelden van het eerste niet afneemt om ze te storten in het tweede. Zonder dat eenige overbrenging geschiede, en als eenvoudig gevolg van een fictie, wordt de belanghebbende geacht, vanaf den aanvang zijner loopbaan als staatsbediende geregelde stortingen te hebben gedaan in het fonds waarvan hij voortaan deelgenoot zal zijn, alsof hij bij dit fonds was aangesloten vanaf den aanvang zijner loopbaan.

* *

Daarop antwoordde uwe Middenafdeeling dat het ontwerp ten doel had, aan de commissarissen en agenten der gemeentepolitie, die rechterlijke officieren en agenten zouden worden in Staatsdienst, het genot van een pensioen te verzekeren, ten laste van de schatkist, ter vervanging van het pensioen, waarop zij voor hun dienst in de gemeentepolitie recht hadden ten laste van de gemeente.

Daar het niet mogelijk is eene gemeente te verplichten het hare bij te dragen in de betaling der pensioenen aan staatsbeambten die de Regeering onder de bedienden heeft uitgekozen, moeten die pensioenen uitsluitend ten laste van de Openbare Schatkist gebracht worden. Doch alleen de diensten bewezen in de politie kunnen in aanmerking komen voor de betaling van de pensioenen der rechterlijke officieren en agenten van den Staat, met uitsluiting van den tijd doorgebracht in andere gemeentendiensten.

Uwe Middenafdeeling besloot dienvolgens tot het aannemen van het ontwerp zooals het was ingediend door de Regeering.

Zij deed opmerken dat de gemeente afhoudingen had gedaan ten laste van een beambte om hem, evenals aan zijne vrouw en aan zijne weezen, een pensioen te verzekeren. Nu, vermits dit pensioen ten laste van 's Rijks Schatkist komt, hadden deze afhoudingen geene reden van bestaan meer en was het dan ook billijk en rechtvaardig dat deze sommen werden uitgekeerd ten behoeve van het weduwen- en weezenfonds dat bij voorkomend geval het pensioen uitbetalen zal.

De Kamer heeft zich aangesloten bij deze zienswijze en, na beraadslaging, het ontwerp goedgekeurd.

* *

Dit ontwerp werd aan den Senaat overgemaakt; het werd onderzocht door de Commissie voor de Justitie in die vergadering. Artikel 3 van het ontwerp maakte hare volle aandacht gaande, te meer daar § 2 aanleiding had gegeven tot hevig verzet vanwege sommige gemeenten der Brusselsche agglomeratie, « deze gemeenten, zoo luidt het verslag der Commissie, zijnde de wakkere beschermsters van de pensioenfondsen welke zij voor hunne beambten en dezer weduwen en weezen hebben opgericht ».

Artikel 3, § 2, luidt :

« Binnen de drie maanden na de benoeming van een politie-commissaris » of politie-agent tot rechterlijk officier of agent, moet de gemeente aan » het fonds voor weduwen en weezen het bedrag overmaken der gelden » die zij, met het oog op zijn persoonlijk pensioen of op dat zijner vrouw » en kinderen, afgehouden heeft van de wedden welke aan den belangheb- » bende in zijne hoedanigheid van politie-commissaris of politie-agent » werden betaald. »

De Commissie voor de Justitie in den Senaat nam de beweegredenen over, welke door een lid van de Afdeeling der Kamer in 't midden werden gebracht en werkelijk ten doel hadden, lid 2 en lid 3 van artikel 3 van het ontwerp te vervangen door den navolgenden tekst :

« De Staat stort in gezegd fonds de sommen, welke de afhoudingen » zouden bedragen hebben. »

Om dit amendement te wettigen, deed de Commissie, na zich bij de stelling van den achtbaren heer Max te hebben aangesloten, gelden dat in het 3^e lid van artikel 3 de navolgende bepalingen voorkomen :

« Is het bedrag der aldus overgemaakte gelden geringer dan het bedrag » der sommen welke, door toepassing der statuten van het fonds voor » weduwen en weezen, van de door de gemeente betaalde wedden zouden » afgetrokken geweest zijn, dan wordt het verschil door den Staat in gezegd » fonds gestort. »

Daar het ontwerp de geldelijke bijdrage van den Staat voorzag, vroeg de Commissie van den Senaat dat men geheel en al logisch zijn moest, en dat de Staat in bedoeld fonds storten zou niet een gedeelte der som, doch geheel de som, welke voor iederen belanghebbende diende geheven te zijn geweest sedert den dag waarop hij in dienst der politie is getreden.

Terloops stelt de verslaggever van den Senaat zich tot tolk van sommige uitgebrachte wenschen en drukt hij het verlangen uit, dat al de voorzorgsfondsen zouden worden samengesmolten tot één eenig en omvangrijk stelsel van sociale verzekering, waardoor ieder mensch, tot welk beroep hij ook behoort, zou gevrijwaard worden tegen de gevaren die hem kunnen overvallen van af zijne wieg tot aan zijn graf.

Ik druk op dezer wensch, waaraan sommige leden van de Middenafdeeling waaronder uw verslaggever, graag hunne goedkeuring hechten.

De verslaggever van den Senaat besloot met te vragen, dat het door de Commissie gewijzigde ontwerp zou worden goedgekeurd, met andere woorden, dat lid 2 en lid 3 van artikel 3 zou worden vervangen door de hierna volgende bepaling :

« § 2. — De Staat stort in gezegd fonds de sommen welke de afhoudingen » zouden bedragen hebben. »

't Is deze bepaling, welke door den Senaat aangenomen werd.

*
* *

Het ontwerp komt dus vóór de Kamer terug. Uwe Middenafdeeling heeft het opnieuw onderzocht. Zij heeft de uitleggingen van de Regeering gehoord.

Zij bemerkte dat aan het slot van het verslag der Commissie voor de Justitie in den Senaat een zin voorkomt, welke de mogelijkheid van een vergelijk voorziet.

Een lid van de Commissie in den Senaat had gevraagd « dat alleen de » sommen, door den beambte gestort, ten einde, gebeurlijk, aan zijne » weduwe en aan zijne weezen, een pensioen te verzekeren, zouden over- » gedragen worden ».

Met het oog op dit vergelijk stelt de Regeering voor, in artikel 3 de navolgende bepalingen op te nemen :

« Binnen drie maanden na de benoeming van een politiecommissaris » of politieagent tot rechterlijk officier of agent, moet de gemeente aan het » weduwen- en weezenfonds, het bedrag overmaken der gelden die zij, » met het oog op het pensioen zijner vrouw en kinderen, afgehouden » heeft van de wedden welke aan den belanghebbende in zijne hoedanig- » heid van politiecommissaris of politieagent werden betaald. Ingeval de » sommen, door de gemeente afgehouden voor het overlevingspensioen der » vrouw en der kinderen, niet onderscheiden zijn van die, welke voor het » persoonlijk pensioen van den belanghebbende werden afgehouden, wordt » slechts de helft van de afgehouden sommen gestort in het weduwen- en » weezenfonds.

« Is het bedrag der aldus overgemaakte gelden geringer dan het bedrag » der sommen welke, bij toepassing der statuten van het weduwen- en » weezenfonds, van de door de gemeente betaalde wedden zouden geheven » geweest zijn, dan wordt het verschil door den Staat in gezegd fonds » gestort. »

*
* *

De Middenafdeeling onderzocht dit amendement, na daarover te hebben beraadslaagd en tevens de behandeling in aanmerking te hebben genomen, drukte zij den wensch uit, dat men tot een vergelijk komen zou; zij deed het uit inschikkelijkheid jegens den Senaat en om een goed akkoord te maken.

Met 4 stemmen tegen 2 onthoudingen, verklaarde uwe Middenafdeeling zich voor het amendement van de Regeering.

Bijgevolg stelt zij aan de Kamer voor het ontwerp aan te nemen, zooals het werd teruggezonden mits het amendement van de Regeering, bij wijze van vergelijk voorgesteld.

De Verslaggever,

L. PEPIN.

De Voorzitter,

H. CARTON DE WIART.

**Amendement de la Commission
au § 2 de l'article 3.**

Dans les trois mois de la nomination d'un commissaire ou d'un agent de police aux fonctions d'officier ou d'agent judiciaire, la commune devra transférer à la caisse des veuves et orphelins le montant des sommes qu'elle a retenues sur les traitements payés à l'intéressé, en qualité de commissaire ou d'agent de police, en vue de la pension de sa femme et de ses enfants.

Dans le cas où les sommes retenues par la commune pour la pension de survie de la femme et des enfants ne sont pas distinctes de celles retenues pour la pension personnelle de l'intéressée, la moitié seulement des sommes retenues sera versée à la caisse des veuves des orphelins.

Si les sommes ainsi transférées sont inférieures à celles qui auraient été perçues par application des statuts de la caisse des veuves et orphelins sur les traitements payés par la commune, l'État versera la différence à ladite caisse.

**Amendement van de Commissie op § 2
van artikel 3.**

Binnen drie maanden na de benoeming van een politiecommissaris of politieagent tot rechterlijk officier of agent, moet de gemeente aan het weduwen- en weezenfonds het bedrag overmaken der gelden die zij, met het oog op het pensioen zijner vrouw en kinderen, afgehouden heeft van de wedden welke aan den belanghebbende in zijne hoedanigheid van politiecommissaris of politieagent werden betaald.

Ingeval de sommen, door de gemeente afgehouden voor het overlevingspensioen der vrouw en der kinderen, niet onderscheiden zijn van die, welke voor het persoonlijk pensioen van den belanghebbende werden afgehouden, wordt slechts de helft van de afgehouden sommen gestort in het weduwen- en weezenfonds.

Is het bedrag der aldus overgemaakte gelden geringer dan het bedrag der sommen welke, bij toepassing der statuten van het weduwen- en weezenfonds, van de door de gemeente betaalde wedden zouden gegeven geweest zijn, dan wordt het verschil door den Staat in gezegd fonds gestort.